

## d.news

Your legal update



### CIPS - Publication pour le Commerce, l'Industrie et le Secteur Public

#### Modernisation comptable et réforme de la CNC

Ce 20 décembre 2011 a été rendu public le projet de loi 6376 portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés.

#### Les modifications clefs que le projet de loi entend apporter sont au nombre de deux :

##### Reprendre la portée optionnelle du principe « substance over form »

Le projet de loi reprend la portée optionnelle du principe dit de « substance over form » telle que permise par la 4<sup>ème</sup> directive 78/660/CEE. Cette possibilité d'option est effectivement souhaitable à défaut de règles claires et d'interprétation uniforme de la notion de « substance over form » étant entendu que les entreprises, indépendamment du recours ou non à cette notion, restent évidemment soumises au principe d'image fidèle des comptes annuels.

Ce 20 décembre 2011 a été rendu public le projet de loi 6376 portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés.

##### Repenser le dispositif encadrant le recours à la méthode de la juste valeur

###### a) Circonscrire l'option juste valeur pour les autres catégories d'actifs

Tandis que la loi du 10 décembre 2010 ouvrait théoriquement la possibilité d'évaluer l'ensemble des catégories d'actifs, autres que les instruments financiers, à la juste valeur, le projet de loi circonscrit l'utilisation de l'évaluation à la juste valeur. L'article 64sexies du projet de loi précise que cette évaluation à la juste valeur n'est possible que si elle est autorisée par les normes IFRS (par exemple – pour les immeubles de placement conformément à la norme IAS 40).

Si l'entreprise opte pour l'évaluation à la juste valeur de certains actifs autres que les instruments financiers, des informations dont le contenu est proche de celles requises pour les instruments financiers évalués à la juste valeur seront désormais requises quant aux hypothèses sous-tendant la détermination de la juste valeur, les variations y relatives et les risques liés au non-recouvrement de cette valeur.

###### b) Introduire une nouvelle obligation : comptabilisation des impôts différés passifs

Un autre point qu'il convient de souligner est l'introduction de l'obligation de comptabiliser les impôts différés passifs, c'est-à-dire les impôts comptablement imputables à l'exercice en cours mais qui ne deviendront exigibles qu'au cours d'un exercice fiscal ultérieur, pour les entreprises ayant recours à l'option juste valeur visée à la section 7 bis de la loi. Cette obligation s'applique « le cas échéant », c'est-à-dire pour autant que le gain relatif à la comptabilisation à la juste valeur d'un actif ou d'un passif exigible soit soumis à imposition lors de sa réalisation.

**c) Aspects fiscaux du dispositif encadrant le recours à la méthode de la juste valeur**

Le recours à la juste valeur renvoie évidemment aussi aux aspects fiscaux. Ce point est essentiel, dans la mesure où le droit fiscal luxembourgeois est intimement lié au droit comptable par le jeu de l'article 40 LIR qui consacre le principe de l'accrochement du bilan fiscal au bilan commercial.

En cas de recours à la juste valeur, le projet de loi prévoit l'obligation de comptabiliser des impôts différés passifs. Cette obligation est logique et nécessaire puisque l'évaluation d'un actif ou d'un passif à sa juste valeur permettant une comptabilisation de résultats non réalisés entraîne *de facto* une augmentation de l'actif net de l'entreprise.

Même si, les commentaires du projet de loi indiquent qu'il est « entendu » que l'imposition des produits et gains non réalisés n'interviendra « généralement » que lors de la réalisation de ceux-ci, il sera nécessaire de modifier la législation fiscale si l'on veut s'assurer de la neutralité fiscale du recours à la juste valeur.

En effet, selon la lecture combinée des articles 18 et 40 LIR, la détermination du bénéfice imposable par la différence entre l'actif net investi à la fin et l'actif net investi au début de l'exercice, et le principe de l'accrochement du bilan fiscal au bilan commercial, entraîneront mécaniquement l'imposition des résultats non réalisés.

Sans préjuger de l'attitude des autorités fiscales luxembourgeoises et sauf à modifier la législation fiscale, soit en changeant les règles de détermination du bénéfice imposable pour retrancher ou ignorer les résultats non réalisés, soit en rendant obligatoire pour les besoins fiscaux le dépôt de comptes préparés conformément aux normes comptables luxembourgeois (basés sur le principe d'évaluation au coût d'acquisition historique), le recours à la juste valeur pourrait entraîner une imposition immédiate des résultats non réalisés et créer ainsi un problème de liquidités lié au paiement de l'impôt.

**d) Détermination des réserves distribuables en cas d'évaluation à la juste valeur ou d'adoption du référentiel IFRS**

Le but de la réforme des lois du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et du 19 décembre 2002 sur le RCS, la comptabilité et les comptes annuels, est de permettre une comptabilité flexible mais équitable tout en introduisant de manière optionnelle la méthode d'évaluation à la juste valeur pour les entreprises.

Le caractère optionnel de cette méthode oblige à ce que les entreprises qui y auraient recours ne se retrouvent pas dans une situation potentiellement plus favorable que les autres entreprises en terme de distribution de dividendes disponibles, ni que le recours à la juste valeur ne soit précisément utilisé pour accroître la capacité de distribution d'une entreprise en y incluant des résultats certes comptabilisés mais non réalisés.

Le nouveau concept inscrit dans le projet de loi repose sur deux principes: le premier est d'autoriser la distribution des résultats (ou réserves) réalisés ou quasi réalisés ; le second est d'affecter à une réserve non distribuable ce qui n'est pas réalisé.

Les dispositions encadrant la distribution de résultats et de réserves non réalisés (art 72ter du projet de loi) s'appliquent aux entreprises établissant leurs comptes en IFRS mais également aux entreprises établissant leurs comptes conformément aux normes comptables luxembourgeois exerçant les options « juste valeur ». Est ainsi posé le principe de non distribution de tout élément non réalisé ou quasi réalisé venant accroître les capitaux propres de l'entreprise, soit par une comptabilisation directe en capitaux propres soit via le compte de profits et pertes.

Il conviendra donc pour l'entreprise d'être capable d'isoler – aux fins d'affectation du résultat et de détermination des réserves distribuables – les gains non réalisés comptabilisés en résultat de l'exercice ou directement en capitaux propres, ainsi que les effets fiscaux y relatifs.

Cette réforme ne s'applique pas aux établissements de crédits, aux sociétés d'assurances et de réassurances, ni aux sociétés d'investissement de type SICAV, SICAF, SICAR et FIS.

## Les autres modifications que le projet de loi entend apporter à la comptabilité et la publicité des comptes annuels et consolidés sont de plusieurs ordres :

Apporter des précisions et modifications sur la présentation au bilan, au compte de profits et pertes et dans l'annexe.

L'article 58 du projet de loi crée un nouveau poste de compte de profits et pertes A.12 ou B.12 « **Quote-part de résultats d'entreprises mises en équivalence** » au sein duquel seront présentés les résultats provenant de l'application de la méthode de mise en équivalence des participations. Auparavant, de tels revenus devaient être inscrits au compte de profits et pertes sous un poste distinct à intitulé correspondant.

L'article 63, paragraphe (1) du projet de loi est modifié afin de supprimer l'option permettant à l'entreprise de créer un poste séparé au sein de l'actif du bilan afin d'y inscrire la **prime de remboursement associée à une dette**. Désormais, la différence sur des dettes entre le montant à rembourser et le montant reçu devra figurer dans un poste existant du bilan et devra, le cas échéant, faire l'objet d'une explication en annexe.

En ce qui concerne la définition du terme « **partie liée** », la loi du 10 décembre 2010 faisait déjà converger le sens avec celui des normes comptables internationales. L'article 65 par. (1) 7ter du projet de loi va permettre l'application de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées » telle qu'adoptée par l'Union européenne en alternative à l'information requise au point 7ter pour la présentation de l'information relative aux parties liées. En outre, les mesures de simplification consistant à limiter les informations à communiquer en annexe seront applicables aux moyennes entreprises, tandis que les petites entreprises bénéficient d'une exemption complète.

Le **principe de non-compensation** est précisé comme étant un principe d'application général mais qui ne vise pas les cas où il existe un droit de compenser en vertu de la loi<sup>1</sup>.

La faculté d'inscrire des **corrections de valeur exceptionnelles** dans un poste spécifique séparé du compte de profits et pertes est supprimée. Ces corrections de valeur exceptionnelles ne pourront être enregistrées que dans un des postes de charges existant, et une information plus spécifique devra être donnée en annexe.

La redénomination des rubriques et postes relatifs aux titres ayant le caractère d'immobilisations et aux valeurs mobilières sont modifiés afin d'y **inclure la notion plus large d'instruments financiers**, ce qui permettra de capturer également l'ensemble des instruments dérivés, les instruments du marché monétaire et - le cas échéant - d'autres contrats financiers ne constituant ni des valeurs mobilières, ni des instruments dérivés.

### Mettre en place une collecte standardisée des données financières des entreprises

Tel que prévu par le Règlement grand-ducal du 14 décembre 2011 déterminant la procédure de dépôt de la liasse comptable auprès du gestionnaire du registre de commerce et des sociétés, les conditions de contrôles arithmétiques et logiques concernant les comptes annuels, la collecte des données à l'aide d'un formulaire électronique standard et figé commencera au 1er janvier 2012, ce qui rendra de facto inapplicable les options liées à la présentation du bilan et du compte de profit et pertes (regroupements, ajouts, changements d'intitulés); toutes les informations complémentaires nécessaires à la bonne compréhension des états financiers devront être fournies en annexe. Il convient de noter une autre précision selon laquelle les postes présentant un solde égal à zéro en N et N-1 devront figurer dans cette liasse comptable.

Au niveau des comptes consolidés établis conformément aux normes comptables luxembourgeoises, qui ne feront pas l'objet d'une collecte sous un format standardisé, le projet de loi prévoit la faculté de pouvoir utiliser l'ensemble des schémas de comptes prévus par la 4ème directive 78/660/CEE ce qui offre donc désormais plus de flexibilité quant à la présentation du bilan et du compte de profits et pertes.

### Dépôt du solde des comptes conforme aux PCN : retrait d'exonération

<sup>1</sup> Ce point a fait l'objet d'une communication interprétative de la Commission européenne (98/C16/04)

L'exonération est retirée aux PSF de support afin qu'ils soient soumis à l'obligation de se conformer au plan comptable normalisé.

## Autoriser officiellement l'anglais et l'allemand comme alternatives au français

A ce jour, nombreuses entreprises déposent déjà leurs comptes annuels en anglais ou allemand ; la nouveauté, inscrite dans le projet de loi validant cette pratique, réside dans le fait que tous les documents dont le dépôt est requis au titre d'un exercice soient communiqués dans une seule et même langue.

A contrario, il ne faut pas obligatoirement que les comptes annuels statutaires et les comptes consolidés soient dans la même langue, bien que ce soit généralement la pratique.

## Revoir les mesures de simplification pour la publicité des comptes annuels

Les mesures de simplification sont revues à la lumière des nouvelles procédures de dépôt de la liasse comptable auprès du gestionnaire du registre de commerce et des sociétés, qui à l'avenir feront clairement la distinction entre les entreprises soumises à une obligation de publicité de leurs comptes annuels dont le dépôt est accessible au public en général et celles dont le dépôt se fait uniquement auprès du registre de commerce et des sociétés.

Ne sont de toute façon pas concernées par ces mesures de simplification les entreprises dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé européen, ou qui établissent leurs comptes annuels suivant les normes IFRS.

## Compléter la définition de « participations » par celles « d'entreprises liées » et « d'entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation »

Le projet de loi apporte ces deux nouvelles définitions de postes dans la rubrique des immobilisations financières : ceci n'implique toutefois aucun changement au niveau de la présentation du bilan et ne fait que confirmer l'interprétation actuelle de ces deux postes.

Ainsi, les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale (contrôle exclusif) dans un même ensemble consolidable (entreprises filiales), et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation sont celles susceptibles d'être mises en équivalence dans des comptes consolidés (influence notable).

## Elargir formellement les possibilités d'exemptions applicables dans le cadre du régime particulier des sociétés mères et filiales (Art 70, 71 et 72 du projet de loi)

La formulation actuelle avant modification a en effet pour désavantage de limiter ces cas d'exemptions aux consolidations luxembourgeoises établies suivant les dispositions « LUX GAAP ».

Ainsi, le projet inscrirait dans la loi la faculté de pouvoir déposer des comptes en IFRS pour bénéficier des cas d'exemption prévus aux articles 70, 71 et 72 du projet de loi.

## Modifications applicables à la surveillance par un ou plusieurs commissaires

Le projet de loi lève désormais tout doute quant à l'obligation de surveillance par un ou plusieurs commissaires lorsque les sociétés font déjà contrôler leurs comptes annuels par un réviseur d'entreprises agréé. Cette obligation n'existera plus y compris pour les sociétés qui font auditer leurs comptes annuels sur une base volontaire.

---

## Un dernier volet abordé dans ce projet de loi a trait à la réforme de la Commission des normes comptables

Le but de cette réforme est de calquer son fonctionnement sur celui des organismes de normalisation comptables des pays européens voisins (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas et Royaume-Uni notamment), en :

- Lui donnant le statut de comité consultatif sur la comptabilité des entreprises (et non pas d'organisme de normalisation comptable avec un pouvoir réglementaire) ;
- La dotant de la personnalité juridique ;
- Lui conférant l'autonomie budgétaire (taxes prélevées sur les droits perçus par le RCS lors du dépôt électronique de comptes annuels, liasses comptables et comptes consolidés) ;
- La rendant indépendante du Ministère de la Justice ;
- Lui adjoignant 11 experts (au lieu de 9) nommés pour un terme de 4 ans renouvelable en fonction de leur compétence/contribution, les 2 nouveaux experts étant respectivement un représentant de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, et une personne qualifiée indépendante ; et
- Lui donnant un rôle de conseil auprès du Gouvernement, de contributeur au développement d'une doctrine comptable, et de participant aux débats portant sur la comptabilité et l'information financière aux niveaux international, communautaire et national.

**Equipe éditoriale:**  
Jean-Philippe Drescher  
Partner – Avocat à la Cour